



[Arrêté du conseil général de la commune, à la séance du 30 septembre 1792, An premier de la République française.](#)

2 J 87, 1792

République française. Liberté. Egalité.

Arrêté du conseil général de la commune, à la séance du 30 septembre 1792, An premier de la République française.

Nous citoyens formant le Conseil général de la Commune, sur le Réquisitoire du Citoyen COSTE, Procureur de ladite Commune considérant que tant que la Patrie est déclarée en danger, un

 **Contexte :** [Archives municipales de Besançon-Collection numérisée d'affiches](#)

Affiches issues de la série J > Police, sécurité